Alstom-Siemens, une fusion menacée ? Et alors ?

EDOUARD TETREAU (HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/?ID=21810) / Associé-gérant de Mediafin | Le 09/01 à 07:55 | Mis à jour à 09:34

On peut imaginer pour Alstom, leader mondial quasi centenaire, un destin plus honorable que la fusion avec Siemens. - *Franck CRUSIAUX/REA*

CHRONIQUE - Un refus des autorités européennes au mariage des groupes ferroviaires français et allemand serait une bonne nouvelle. Car elle obligerait nos pouvoirs publics à réfléchir enfin à notre politique industrielle.

Enfin une bonne nouvelle en provenance de Bruxelles ! Margrethe Vestager (https://www.lesechos.fr/27/06/2017/lesechos.fr/030413014101_margrethe-vestager--la-femme-qui-fait-trembler-google.htm) , commissaire européenne à la Concurrence, par ailleurs l'un des trop rares dirigeants européens à tenir tête à la volonté hégémonique des

Gafa, va **faire capoter le funeste projet de fusion entre Alstom et Siemens (https://www.lesechos.fr/industrie-services/tourisme-transport/0600450976963-le-mariage-siemens-alstom-menace-de-sortie-de-route-a-bruxelles-2233893.php)** .

A Paris plutôt qu'à Berlin, on pousse de grands cris sur le **déraillement annoncé d'un « Airbus du rail » (https://www.lesechos.fr/15/07/2018/lesechos.fr/0301980725825_bruxelles-preoccupee-par-le-mariage-siemens-alstom.htm)** bien peu soutenu en Europe : pas moins de quatre autorités nationales de la concurrence (Grande-Bretagne, Espagne, Pays-Bas, Belgique) alertent sur les futurs abus de position dominante du nouvel ensemble. Quant au **PDG (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_president-directeur-general.html#xtor=SEC-3168)** de Siemens, Joe Kaeser, il indique déjà avoir « d'autres options » pour son groupe.

À LIRE AUSSI

Le mariage Siemens-Alstom menacé de sortie de route à Bruxelles (https://www.lesechos.fr/industrie-services/tourisme-transport/0600450976963-le-mariage-siemens-alstom-menace-de-sortie-de-route-a-bruxelles-2233893.php)

Cela tombe bien : grâce à ce refus que l'on espère ici se concrétiser avant le 18 février, d'autres options plus désirables vont exister pour Alstom, pour la politique industrielle française, et pour l'Union européenne.

D'abord, Alstom : **la fusion, précipitamment annoncée à l'été 2017 (https://www.lesechos.fr/26/09/2017/lesechos.fr/030622173337_fusion-alstom-siemens---les-coulisses-d-un-deal-historique.htm)** , prévoit sa prise de contrôle par Siemens, moyennant quelques euros de dividendes et de **prime de contrôle (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_prime-de-controle.html#xtor=SEC-3168)** pour ses actionnaires ; des garanties de papier sur la préservation de l'emploi en France ; et le maintien symbolique d'un siège en France. On peut imaginer pour ce groupe français, leader mondial quasi centenaire, un destin plus honorable, à l'image de sa performance opérationnelle et financière récente. Ainsi pourra-t-il explorer un partenariat transatlantique avec le canadien Bombardier, ou encore un rapprochement avec les activités de signalisation de Thales pour créer un vrai leader mondial. Et ainsi tailler des croupières **au si menaçant conglomérat chinois CRRC (https://www.lesechos.fr/26/09/2017/lesechos.fr/030617486833_crrc--l-ogre-chinois-qui-a-pousse-alstom-dans-les-bras-de-siemens.htm)** . Et défier l'hégémonie du rival historique

Siemens sur certains marchés. « Que le meilleur gagne ! » est un projet plus stimulant qu'une abdication en rase campagne face à des concurrents déterminés, si soutenus par leurs Etats d'origine.

À LIRE AUSSI

Alstom-Siemens : une fusion pertinente mais... (https://www.lesechos.fr/27/09/2017/lesechos.fr/030617622974_alstom-siemens---une-fusion-pertinente-mais---.htm)

Ce qui nous renvoie à l'un des mystères français de plusieurs décennies : notre absence singulière de politique industrielle. Nous avons beau avoir une Direction générale de l'industrie, une Direction générale des entreprises, une Agence des participations de l'Etat, un ex-commissariat au Plan rebaptisé « France Stratégie », bpifrance et la Caisse des Dépôts, des commissions à profusion, de grands corps d'Etat pas médiocres, une excellence en termes d'idées novatrices, d'ingénierie et de planification, un exécutif qui connaît « la grammaire des affaires » : nous n'avons pas le moindre début de commencement d'une vision stratégique pour notre économie et nos entreprises.

Court-termisme et défaitisme

A cela, nous semblons préférer des logiques à court terme de comptables défaitistes (« nous n'avons plus les moyens d'investir »), de communicants pressés de faire l'affiche avec des mots-clefs comme autant de points gagnants (« l'Airbus du rail ») ou de banquiers d'affaires encaissant leur commission avant de passer au **pitch (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_pitch.html#xtor=SEC-3168)** suivant.

Le cas Alstom est hélas illustratif de la mauvaise gestion par l'Etat de trop nombreux dossiers tout aussi stratégiques dans les télécoms, le numérique, l'énergie, la défense, le nucléaire, les infrastructures, l'agriculture, le spatial. L'absence de vision à long terme et de choix concrets de l'Etat, en termes de régulation, de prise ou cession de participations, comme de rapprochement d'entreprises ou de dotation en recherche-développement, pour favoriser des filières leaders, est plus qu'une honte. Elle handicape notre souveraineté, nos entreprises et l'emploi en France, dans la très âpre compétition mondiale du moment. L'exécutif actuel, notamment avec le réemploi intelligent **des recettes de privatisations annoncées**

(https://www.lesechos.fr/15/12/2017/lesechos.fr/0301024109105_privatisations---les-recettes-alimenteront-un-fonds-pour-l-innovation.htm) , a ici l'occasion de se ressaisir dans ce domaine majeur, qui déterminera la façon dont nous vivrons les prochaines décennies.

Le siècle des nationalismes économiques

L'Europe, enfin. Les dernières années, riches en épisodes violents de compétition industrielle entre nations allant jusqu'à l'espionnage ou le dumping écologique et social, auront sans doute dessillé la naïveté béate de quelques beaux esprits europhiles. Ceux, notamment, qui expliquaient qu'il fallait que les industriels français de la défense s'assoient sur leurs intérêts pour faire émerger leur doux rêve d'une Europe du secteur. Ce moment est, hélas, passé. Il demeure que, sans une forme d'union européenne à réinventer, qui se dote, elle aussi, d'une ambition de souveraineté dans les domaines industriels stratégiques, nous serons balayés par le retour des puissances historiques.

À LIRE AUSSI

Le nouveau visage du protectionnisme (https://www.lesechos.fr/12/12/2017/lesechos.fr/030996186171_le-nouveau-visage-du-protectionnisme.htm)

Alors que la Chine, l'Inde, la Turquie, la Russie, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon (qui, avec l'affaire Nissan (https://www.lesechos.fr/industrie-services/dossiers/0600189594726/0600189594726-affaire-carlos-ghosn-le-scandale-qui-ebranle-renault-et-nissan-2223981.php) , utilise des procureurs à sa botte pour pousser ses intérêts économiques nationaux) ont tous compris que le XXIe siècle serait celui des nationalismes économiques, au nom de quelle bêtise l'Europe devrait-elle s'interdire de défendre et promouvoir les intérêts de ses entreprises, plutôt que ceux des autres nations ? Cela passe très concrètement par des appels d'offres préférentiels pour les entreprises européennes (un « Buy European Act » (https://www.lesechos.fr/27/04/2017/lesechos.fr/0212020871047_protectionnisme---ce-que-propose-emmanuel-macron.htm)), par une politique de grands travaux financés par l'Union et par un droit de la concurrence qui ne soit plus l'alpha et l'oméga de la politique de la Commission. Mais un auxiliaire au service d'une ambition plus importante.

L'Europe n'a pas vocation à être un marché de consommateurs où l'on achète des produits et services fabriqués ailleurs. Elle a vocation à protéger ses citoyens des menaces du XXI^{e} siècle tout en leur donnant les moyens de lutter dans la compétition mondiale, qu'elle soit aujourd'hui seulement économique, demain peut-être militaire.

Ce sera sans doute l'un des enjeux des prochaines élections européennes, et de la constitution d'une nouvelle Commission européenne, où l'hégémonie allemande annoncée devra être diluée dans une ambition plus large, portée par des personnalités ayant fait leurs preuves dans la période récente. Ainsi de Margrethe Vestager, mais aussi de **Michel Barnier qui a réussi le tour de force d'unir l'Europe (https://www.lesechos.fr/07/09/2018/lesechos.fr/0302223844918_brexit---barnier-souffle-le-chaud-et-le-froid.htm)** face aux désordres annoncés du Brexit.

Edouard Tétreau